



**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
EN DATE DU 13 MARS 2023**

DELIBERATION N°202303D09

<p>Un extrait de la présente délibération a été publié sur le site Internet de la Ville.</p> <p>Le : 14 mars 2023</p> <p>Présents : 12</p> <p>Excusés : 3</p> <p>Absents : 2</p> <p>En exercice : 17</p>	<p>Le treize mars deux mil vingt-trois à dix-huit heures les membres du Conseil d'Administration se sont réunis, salle du Conseil Municipal en Mairie, sous la présidence de son Président M. Jackie GOULET et sur convocation faite par Mme Astrid LELIEVRE, Vice-Présidente, le 9 mars deux mil vingt-trois.</p> <p>Étaient présents : Jackie GOULET (pouvoir de 18h à 18h40 à Astrid LELIEVRE), Astrid LELIEVRE, Patrice COMBEAU, Arlette BOURDIER, Fabienne SOURDEAU, Bernard HENRY (arrivé à 18h40), Joëlle DELAGARDE, Catherine GARRIVET, Christian TRAVERT, Michel GARNIER, Annie MOREAU, Michel NOEL</p> <p>Étaient excusés : Bruno PROD'HOMME donne pouvoir à Patrice COMBEAU, Christophe CARDET donne pouvoir à Arlette BOURDIER, Françoise DAMAS donne pouvoir à Fabienne SOURDEAU</p> <p>Absents : Judith GRIMA, Richard JACOT</p> <p>Assistaient également : M. Yves LEPRETRE, Directeur du CCAS et Mme Laurence JEAN, Assistante de Direction au CCAS.</p>
--	--

DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE L'AGREMENT POUR L'ACCUEIL DE VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE

Le Service Civique est inscrit dans le code du service national.

Il s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans sans condition de diplôme, qui souhaitent s'engager pour une période de 6 à 12 mois auprès d'un organisme à but non lucratif (*association*) ou une personne morale de droit public (*collectivité locale, établissement public ou service de l'état*) pour accomplir une mission d'intérêt général dans un des neuf domaines d'interventions reconnus prioritaires pour la nation : solidarité, santé, éducation pour tous, culture, loisirs, sport, environnement, mémoire et citoyenneté, développement international et action humanitaire, intervention d'urgence.

Les volontaires en Service Civique interviennent en complément de l'action des agents de la collectivité, sans s'y substituer (durée hebdomadaire de l'intervention : de 24 à 35 heures selon les cas).

Un agrément est délivré à la collectivité pour 3 ans au vu de la nature des missions proposées et de la capacité de la structure à assurer l'accompagnement et à prendre en charge ces volontaires.

Le service civique donne lieu à une indemnité versée directement par l'Etat au volontaire (36,11% de la rémunération mensuelle afférente à l'indice brut 244 de la fonction publique, soit 489,59 euros au 1er juillet 2022 quelle que soit la durée hebdomadaire de travail), ainsi qu'à la prise en charge des coûts afférents à la protection sociale de ce dernier.

Les frais d'alimentation ou de transport pourront être couverts soit par des prestations en nature (accès subventionné à un établissement de restauration collective), soit par le versement d'une indemnité complémentaire au minimum égale à 8,22% de la rémunération mensuelle afférente à l'indice brut 244 de la fonction publique (soit 111,35 euros brut par mois au 1^{er} juillet 2022).

Un tuteur doit être désigné au sein de la structure d'accueil. Il sera chargé de préparer et d'accompagner le volontaire dans la réalisation de ses missions.

Un agrément a déjà été signé en 2016 et 2 volontaires en service civique ont déjà été accueillis au sein de la collectivité pour assurer une mission de 8 mois dans le cadre de l'accompagnement des résidents du logement foyer Clair Soleil et de l'EHPAD La Sagesse dans les activités de lien social.

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, **DECIDE**, à l'unanimité des membres présents :

- **D'AUTORISER** le Président du CCAS ou son représentant à

1) **demander** le renouvellement de l'agrément auprès de la direction départementale interministérielle chargée de la cohésion sociale,

2) **signer** les contrats d'engagement de service civique avec les volontaires

3) **ouvrir** les crédits nécessaires pour le versement d'une indemnité complémentaire égale à 8,22% de la rémunération mensuelle afférente à l'indice brut 244 de la fonction publique, pour la prise en charge de frais d'alimentation ou de transport.

La Vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale



Astrid LELIEVRE